

## LE SOMMET DE TOKYO

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Le 29 avril, huit jours francs avant que le premier ministre de la Colombie-Britannique n'écrive au premier ministre pour lui exprimer ses préoccupations concernant les bardeaux de cèdre, M. Mike Apsey, directeur général du Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique, a écrit au ministre du Commerce international pour lui demander que le premier ministre touche un mot du droit éventuel de 35 p. 100 au président américain pendant le Sommet de Tokyo. Je demanderai au premier ministre si le ministre du Commerce international lui a fait part de la teneur de la lettre de M. Apsey et s'il en a touché un mot au président au cours des rencontres qu'il a eues avec lui au Sommet de Tokyo.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, les possibilités d'intervention en ce domaine existent toujours dans n'importe quel pays. Tout le monde à la Chambre est au courant, je pense, des énormes pressions exercées par les milieux protectionnistes sur le président des États-Unis. Voilà pourquoi nous avons eu l'entente de Québec. Voilà pourquoi j'ai soulevé au Sommet de Tokyo, au nom du Parlement du Canada, la question de la libéralisation et du désenclavement des échanges. Cela supposait de la part du gouvernement des engagements que mon honorable ami trouvera dans la déclaration de Québec. Tout ce qui s'en écartait était à notre avis inadmissible et inattendu. Voilà pourquoi nous avons constamment défendu la notion d'une libéralisation des échanges qui débarrasserait le Canada de ces problèmes, et de la menace connexe de mesures protectionnistes, qui vont scléroser à notre avis les relations entre les deux pays.

● (1420)

**M. le Président:** Une question supplémentaire par l'entremise de la présidence, s'il vous plaît.

## LA LETTRE DU CONSEIL DES INDUSTRIES FORESTIÈRES DE COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, je tiens à demander au premier ministre si oui ou non le ministre du Commerce extérieur lui a signalé la lettre de M. Apsey, écrite huit jours avant celle du premier ministre provincial portant sur ce sujet-là exactement. Dans l'affirmative, a-t-il expressément évoqué la question d'un droit éventuel de 35 p. 100 sur les bardeaux de cèdre auprès du président Reagan à Tokyo, comme le demandait le directeur général du Conseil des industries forestières de Colombie-Britannique?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je suis en contact constant avec le ministre du Commerce international. Il manifeste des préoccupations au sujet non seulement des produits de la Colombie-Britannique mais aussi du poisson de Terre-Neuve, préoccupations qui me

## Questions orales

sont signalées à moi et au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Nous en faisons constamment état auprès du président des États-Unis, du secrétaire d'État et du secrétaire au Trésor. Il en est question de façon continue.

## LA POSITION DES SOCIÉTÉS ET DES SYNDICATS AU SUJET DE L'INDEMNISATION

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Je me demande si la Chambre n'a pas été induite en erreur, et j'espère que le premier ministre va dissiper le malentendu. Il y a tout juste un quart d'heure, j'ai rencontré les représentants des quatre sociétés et des syndicats qu'il a lui-même rencontrés. Ils m'ont dit qu'ils avaient purement et simplement rejeté l'option d'indemnisation du gouvernement. Les quatre représentants des employeurs et les quatre représentants syndicaux m'ont dit qu'ils avaient rejeté la proposition du gouvernement d'essayer d'obtenir une indemnisation. Le premier ministre vient de dire le contraire à la Chambre, en affirmant que les deux parties avaient appuyé le gouvernement. Veut-il dire que ce sont eux qui m'ont donné les mauvaises informations, ou est-ce lui qui induit la Chambre en erreur?

**L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Ma question s'adressait au premier ministre.

**Mlle Carney:** . . . j'aimerais répondre à cette question car j'ai assisté à la réunion dont le représentant vient de parler, en compagnie du premier ministre pendant une partie du temps et en compagnie du secrétaire d'État aux Affaires extérieures avant son départ pour Halifax.

**M. Gauthier:** Cela n'a rien à voir avec l'énergie, allons!

**Mlle Carney:** Je tiens à dire que cette déclaration est en parfaite contradiction avec les points de vue exprimés à l'occasion de notre rencontre.

## LES DISCUSSIONS LORS DE LA RÉUNION AVEC LES REPRÉSENTANTS DU MONDE DES AFFAIRES ET DES SYNDICATS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre, et j'espère qu'il y répondra. La ministre vient de dire que ce que les représentants du monde des affaires et des syndicats m'avaient dit était en total désaccord avec ce qu'ils avaient dit, selon elle, au gouvernement. Le premier ministre sait-il que les représentants du monde des affaires, de quatre sociétés au premier rang de la concurrence, et les quatre représentants du Syndicat international des travailleurs du bois d'Amérique refusent catégoriquement la proposition du gouvernement d'essayer d'obtenir une indemnisation et que ce qu'ils veulent à la place, c'est récupérer leurs emplois? Le premier ministre le sait-il?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, le représentant n'a pas besoin de s'ennerver, il n'a pas besoin de crier.

**Des voix:** Bravo!